



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

### **PROCEDURE ADAPTEE**

#### **ARTICLES L. 2123-1 ET R. 2123-1 1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

---

**MAINTENANCE, CONTROLE ANNUEL ET MISE EN  
CONFORMITE DES INSTALLATIONS DE FLUIDES  
MEDICAUX DU CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI**

---

**CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI**

Route de Cambrai  
B.P. 10740  
59507 DOUAI Cedex

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales de l'accord-cadre .....	3
<u>1.1 - Objet de l'accord-cadre</u> .....	3
<u>1.2 - Décomposition de l'accord-cadre</u> .....	3
<u>1.3 – Type de contrat</u> .....	3
<u>1.4 - Options (au sens communautaire)</u> .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	3
3 - Confidentialité .....	4
4 - Durée de l'accord-cadre.....	4
5 - Prix.....	4
<u>5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués</u> .....	4
<u>5.2 - Modalités de variation des prix</u> .....	5
<u>5.3 – Prix promotionnels</u> .....	6
6 - Garanties financières .....	6
7 - Avance .....	6
8 - Modalités de règlement des comptes .....	6
<u>8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs</u> .....	6
<u>8.2 - Présentation des demandes de paiement</u> .....	7
<u>8.3 - Délai global de paiement</u> .....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	8
<u>9.1 - Emission des commandes</u> .....	8
9.1.2. Modification d'un bon de commande .....	9
9.1.3. Annulation d'un bon de commande .....	9
9.1.4 Respect de la commande.....	9
10 - Constatation de l'exécution des prestations .....	10
<u>10.1 - Vérifications</u> .....	10
11 - Garantie des prestations.....	10
12 - Pénalités de retard.....	10
13 - Assurances .....	11
14 - Résiliation de l'accord-cadre .....	11
<u>14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre</u> .....	11
<u>14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire</u> .....	11
15 - Règlement des litiges et langues.....	12
16 - Dérogations.....	12

# 1 - Dispositions générales de l'accord-cadre

## 1.1 - Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**« MAINTENANCE, CONTROLE ANNUEL ET MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS DE FLUIDES MEDICAUX DU CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI »**

Lieu d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI  
Route de Cambrai  
B.P. 10740  
59507 DOUAI Cedex

## 1.2 - Décomposition de l'accord-cadre

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

En effet, le recours à l'allotissement serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution du présent accord-cadre.

## 1.3 – Type de contrat

Le marché public est un accord-cadre de fournitures et services sans montant minimum mais avec un montant maximum.



**Montant maximum :**

**50 000 € H.T. par an, soit 200 000 € H.T. pour toute la durée de validité de l'accord-cadre.**

L'accord-cadre attribué est mono-attributaire.





Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont rémunérées par application des prix unitaires figurant dans l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) : « DPGF - BPU ».

## 1.4 - Options (au sens communautaire)

-  Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications à l'accord-cadre (article L. 2194-2 du code de la commande publique) ;
-  Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

# 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

-  L'acte d'engagement (AE) ;
-  L'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « DPGF – BPU » ;
-  Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
-  Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) ;

- ✚ L'annexe n°1 au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : « Questionnaire technique » ;
- ✚ Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 ;
- ✚ Le mémoire justificatif des dispositions que le titulaire se propose d'adopter pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- ✚ L'attestation sanction russe ;
- ✚ Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le titulaire ;
- ✚ Le RIB.

### **Obligations du titulaire :**

Le titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais le Centre hospitalier de Douai de tout changement concernant :

- ✚ Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- ✚ Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué dans l'accord-cadre, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- ✚ Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou d'un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. À défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

## **3 - Confidentialité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

## **4 - Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de **4 ans**, à compter de sa date de notification.

L'accord cadre n'est pas reconductible.

## **5 - Prix**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et unitaires, comme indiqué dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « DPGF - BPU ».

L'accord-cadre comprend :

- D'une part, des prestations de maintenance préventive définies à l'article 4 du CCTP traitées à prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE), premier onglet : « DPGF ».

- D'autre part, des prestations de maintenance corrective définies à l'article 4 du CCTP traitées à prix unitaires selon les stipulations de l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE), second onglet : « BPU ». La maintenance corrective fera l'objet d'un paiement « au coup par coup » à la clôture\* de chaque dossier d'intervention. Ce paiement prendra en compte les éléments transcrits sur le(s) rapport(s) d'intervention du technicien : le temps passé, le(s) déplacement(s), et les pièces éventuellement remplacées. Ce type de prestation n'induit donc pas le paiement d'une redevance forfaitaire annuelle.

*\* Un dossier est considéré comme clos lorsque le(s) dysfonctionnement(s) signalé(s) par le Centre Hospitalier de Douai au titulaire sont résolus par ce dernier.*

## **5.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix des prestations sont révisibles annuellement pendant toute la durée de l'accord-cadre (à la date anniversaire de l'accord-cadre) par application de la formule paramétrique indiquée ci-après :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% [(0.65 \text{ ICHT-IME } (n) / \text{ ICHT-IMEo}) + (0.35 \text{ EBIQ } (n) / \text{ EBIQo})]$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- In : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois " n " retenu pour chaque révision est le mois qui précède celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant cette période.

Les index de référence I sont publiés par l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> sont les suivants :

Code	Libellé
ICHT-IME	Indice N°001565183 mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques
EBIQ	Indice N°001652129 de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements

Dans l'hypothèse où l'un des indices serait supprimé au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le Centre Hospitalier de Douai lui substituerait un indice reconnu équivalent.

Dans le cas où les indices INSEE ci-dessus mentionnés changent pendant la durée de l'accord-cadre, la formule de révision de prix changera de facto et prendra en compte les nouveaux indices proposés par l'INSEE sans donner lieu à la conclusion d'un avenant.

En aucun cas, la hausse en valeur relative qui résultera de l'application de ces dispositions ne saurait être supérieure à celle que le titulaire aura appliquée à l'ensemble de sa clientèle en cours d'année. À cet effet, il devra fournir des pièces justificatives.

Le titulaire fournit chaque année au pouvoir adjudicateur, le détail du calcul de la révision de prix et les nouveaux montants induits à partir des derniers indices connus.

**Clause limitative dite "butoir" :** L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) est limitée à une augmentation de 1.0 % maximum par an.

**Clause limitative dite "de sauvegarde" :** Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 1.0 % par an.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (D.R.C.C.R.F.).

### 5.3 – Prix promotionnels

Le titulaire s'engage, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, à informer le Centre hospitalier de Douai des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer et à lui en faire bénéficier.

Il s'engage ainsi à communiquer par courrier ou courriel ou télécopie, dont le Centre hospitalier de Douai accusera réception :

- Le numéro de l'accord-cadre concerné ;
- Les produits concernés par la promotion ;
- La durée de l'offre promotionnelle ;
- Les prix modifiés par la promotion.

Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses de l'accord-cadre.

## **6 - Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **7 - Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, le titulaire présente une facture correspondant aux prestations exécutées dans les conditions définies ci-après.

Le titulaire émet :

- D'une part, pour la maintenance préventive, une facture annuelle à terme échu, si le pouvoir adjudicateur a prononcé la réception des prestations ;
- D'autre part, pour la maintenance corrective, une facture « au coup par coup » à la clôture\* de chaque dossier d'intervention. Ce paiement prendra en compte les éléments transcrits sur le(s) rapport(s) d'intervention du technicien : le temps passé, le(s) déplacement(s), et les pièces éventuellement remplacées. Ce type de prestation n'induit donc pas le paiement d'une redevance forfaitaire annuelle.

*\* Un dossier est considéré comme clos lorsque le(s) dysfonctionnement(s) signalé(s) par le Centre Hospitalier de Douai au titulaire sont résolus par ce dernier.*

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- La référence du bon de commande ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date de facturation ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises sur la base de l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « DPGF – BPU » ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement liés à l'accord-cadre ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées.

**Toute facture non conforme aux dispositions figurant ci-dessus sera automatiquement retournée à son auteur et ne fera l'objet d'aucun paiement.**

Les demandes de paiement doivent être adressées électroniquement au pouvoir adjudicateur.

### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

L'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

### **Code service exécutant : ST**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisées).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du pouvoir adjudicateur, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

### **8.3 - Délai global de paiement**

Le paiement se fait par mandat administratif.

Le présent accord-cadre est financé sur le budget propre du pouvoir adjudicateur.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **Changement de taxes :**

Il sera tenu compte au titulaire ou au pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

#### **Nantissement :**

Le titulaire peut donner l'accord-cadre en nantissement. En ce cas, le Directeur Général du Centre Hospitalier de Douai est habilité à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur l'accord-cadre à nantir (conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique) ou à fournir un certificat de cessibilité de créance (NOTI 6).

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

#### **Adresse d'exécution des prestations :**

**CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI**  
Route de Cambrai – B.P. 10740  
59507 DOUAI Cedex

### **9.1 - Emission des commandes**

L'accord-cadre comprend :

- Une part des prestations prévisibles correspondant à la maintenance préventive.
- Une part des prestations non programmables correspondant à la maintenance corrective.



Les prestations prévisibles conclues à prix global et forfaitaire font l'objet d'un bon de commande annuel émis par le pouvoir adjudicateur.

Les prestations non programmables conclues à prix unitaires sont commandées par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de la survenance de ses besoins.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande peut être faite par courriel. La date de réception du courriel fait courir les délais d'exécution.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- ↳ Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- ↳ La date et le numéro de l'accord-cadre ;
- ↳ La date et le numéro du bon de commande ;
- ↳ La nature et la description des prestations à réaliser ;
- ↳ Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- ↳ Les lieux d'exécution des prestations ;
- ↳ Le montant du bon de commande ;
- ↳ Les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Seuls sont valables les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution de l'accord-cadre se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

#### **9.1.2. Modification d'un bon de commande**

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

#### **9.1.3. Annulation d'un bon de commande**

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

#### **9.1.4 Respect de la commande**

Les indications portées sur le bon de commande s'imposent impérativement au titulaire.

Si ce dernier n'est pas en mesure de satisfaire l'une de ces exigences (qualité, quantité, délai de livraison...), il doit en aviser le pouvoir adjudicateur dans les 48 h maximum après réception du bon de commande. Ce délai écoulé, la commande est réputée acceptée par le titulaire.

## 10 - Constatation de l'exécution des prestations

### 10.1 - Vérifications

Le pouvoir adjudicateur peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Les opérations de vérification ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci.

#### **Le taux d'indisponibilité des matériels est défini de la manière suivante :**

Un élément de matériel est déclaré indisponible lorsque, sans faute du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif qui y est inclus.

#### **L'indisponibilité commence :**

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, lorsqu'une demande d'intervention parvient au titulaire ;
- Si l'accès des préposés au titulaire auprès du matériel est différé du fait du pouvoir adjudicateur, l'indisponibilité commence quand les éléments du matériel nécessaires au diagnostic et à la remise en état sont mis à la disposition du titulaire ; qui établit ensuite un devis de remise en état de fonctionnement du matériel sous un délai de 8 heures ouvrables.

Pour le cas d'une maintenance sur site, l'indisponibilité n'est décomptée que pendant la période d'intervention définie à l'accord-cadre.

#### **L'indisponibilité se termine :**

- Quand les préposés du titulaire remettent l'élément concerné en état de marche à la disposition du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, lorsqu'un élément du matériel réparé redevient, pour les mêmes motifs, indisponible dans les huit heures d'utilisation suivant la remise en état, la durée d'indisponibilité couvre le délai total écoulé depuis le premier arrêt de ce matériel ou élément.

La durée des interventions non couvertes par la rémunération de maintenance du titulaire n'est pas comprise dans le temps d'indisponibilité.

## 11 - Garantie des prestations

Néant.

## 12 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

- **Maintenance préventive :**

Lorsque le délai contractuel d'intervention est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150 € H.T par jour ouvré de retard.

- **Report de maintenance préventive :**

En cas de non-respect du préavis de report, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150 € H.T par jour ouvré de retard.

- **Maintenance corrective :**

Lorsque le délai contractuel d'intervention est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150 € H.T par heure ouvrée de retard.

- **Retard de transmission de devis ou de rapports d'intervention :**

En cas de retard de transmission de devis ou de rapports d'intervention par le titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150 € H.T par jour ouvré de retard.

## 13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 14 - Résiliation de l'accord-cadre

### 14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **15 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **16 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG-FCS ;
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.